

CAP Finistère



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1222

VENDREDI 30 MARS 2018

Le Parti Socialiste est de retour

« Demain commence aujourd'hui. Tirons toutes les leçons de nos échecs et n'oublions rien de nos victoires. Ayons confiance en nous, en notre histoire, en notre avenir. Et fixons-nous un devoir : au travail, au combat, à l'offensive au service des Finistériens et de nos idées. » C'est un discours résolument offensif qu'a tenu Yohann Nédélec, seul candidat au poste

de Premier secrétaire fédéral, en conclusion du Congrès fédéral de Saint-Martin-des-Champs devant plus de 150 délégués.

Cette profession de foi a débuté par une métaphore : il y a 40 ans, les Finistérien.nes se sont trouvés totalement impuissant.es face à une marée noire qu'ils n'avaient pas prévu. Mais très vite leur détermination a permis de nettoyer les plages, de reconstruire et de retrouver un littoral exemplaire.

Les résultats des scrutins du printemps non plus n'étaient pas prévus. **« Et le parallélisme des formes peut s'opérer. Ils nous ont touchés durement. Sans doute parce que nous ne les avons pas imaginées ni anticipées. Elles ont plongé certains d'entre nous dans une forme d'abattement ou de découragement. D'autres, plus cyniques, plus immoraux aussi et surtout plus pressés, ont effacé leur passé, renié leurs convictions et ont fait allégeance aux maîtres de l'heure. »** Mais, et le candidat à la fonction de Premier secrétaire fédéral a pu le constater à Saint-Martin-des-Champs, **« les plus nombreux enfin, et heureusement, ont serré les dents, encaissé le choc et redressé la tête ».**

« La chute n'est pas un échec. L'échec, c'est de rester là où on est



Les socialistes redressent la tête

tombé», disait Vincent Auriol, a rappelé les socialistes à comprendre ce qui s'est passé, à tirer clairement les leçons du choc qu'ils ont subi pour agir et préparer l'avenir. **« Car les victimes de l'action conduite par Emmanuel Macron, ce ne sont pas les socialistes, mais nos concitoyens. L'acide des faits ne mettra pas longtemps à corroder le fragile alliage de sa communication habile. »**

Ce congrès n'est donc qu'une première étape. Celle de la remise en ordre du Parti Socialiste et de la Fédération du Finistère. C'est à ce travail que doivent se concentrer les adhérents du PS, dans le respect de leurs diversités mais aussi du fait majoritaire qui s'impose à tous après le vote du 15 mars.

« Le combat qui nous attend n'est pas plus difficile à mener qu'hier car il n'y a jamais eu d'âge d'or », a insisté le candidat qui présentera, dans les jours qui viennent, l'équipe qui l'accompagnera. D'ores et déjà, il a donné rendez-vous aux nouveaux membres des instances fédérales le 13 avril, pour le Conseil fédéral d'installation.

Vous pouvez retrouver l'intégralité de l'intervention de Yohann Nédélec sur www.ps29.org



Arrières-pensées

Pourquoi Emmanuel Macron veut-il, dans sa réforme institutionnelle, réduire le nombre des parlementaires et en faire élire certains au scrutin majoritaire et d'autres à la proportionnelle ?

À la rentrée 2017, on a entendu les nouveaux député.es LREM se plaindre de ne pas pouvoir accomplir leur mandat dans de bonnes conditions. Certain.es déplorait même les séances de nuits. Sans doute mal préparé.es par leur groupe, ils tombaient des nues en voyant la masse de travail que représente un mandat parlementaire.

Et donc la suite logique serait de réduire encore le nombre de député.es ? L'argument ne tient pas. Huit député.es ne sont pas de trop pour représenter les Finistérien.nes et légiférer. Sauf à penser que les lois seraient plus efficaces si elles étaient directement écrites par les cabinets ministériels voire les lobbys...

PS29

Chiffre de la semaine

2,6 %

Comme François Hollande s'y était engagé, le déficit public 2017 s'établit à moins de 3% du PIB.

Tournés vers l'avenir

«**Et maintenant, au travail!**» Le Congrès fédéral qui s'est tenu le 24 mars à Saint-Martin-des-Champs, et a réuni plus de 150 délégués, a été essentiellement tourné vers l'avenir. À quoi bon s'appesantir sur le passé et refaire le match? François Cuillandre et Marion Maury avaient signé l'épilogue du précédent chapitre de l'Histoire du PS dans le Finistère en reprenant la suite, après la démission de Marc Coatanéa. Au congrès de Saint-Martin-des-Champs, c'est un nouveau cahier que les socialistes ont ouvert. Et ils ont confié à Yohann Nédélec, avec l'équipe qu'il constituera, le soin de l'écrire.



Unis et déterminés

Outre les désignations statutaires des représentants des textes d'orientation dans les instances fédérales, (voir *Cap Finistère* de la semaine prochaine) ce congrès a permis d'engager des débats sur les enjeux auxquels devront répondre les socialistes. Comme un leitmotiv, c'est le mot **clarté** qui est le plus souvent revenu dans les interventions. «**Le courage c'est la clarté**», a même résumé Marylise Lebranchu.

Aujourd'hui, l'enjeu pour le Finistère est de ne pas être relégué à la périphérie de l'Europe, de ne pas se retrouver derrière le mur de l'axe Rennes/Nantes qui, si on n'y prend pas garde, pourrait, dans un avenir proche, devenir infranchissable.

Pour éviter ce scénario, les élus du Finistère, quelle que soit la collectivité dans laquelle ils siègent, doivent coordonner leurs efforts.

Au Conseil départemental, cela passe par un large rassemblement autour d'un objectif commun : placer Brest et Quimper à 3 heures de Paris. Tous les conseillers départementaux, quelle que soit leur couleur politique, se retrouvent

dans ce mouvement. Est-ce à dire que les clivages sont abolis? Absolument pas, a expliqué Nathalie Sarrabezolles. Sur cette question précise, il y a unité mais sur bien d'autres enjeux, ce clivage reste totalement pertinent. Lorsqu'il s'agit d'action sociale, d'insertion ou d'accueil des mineurs isolés, les différences sautent aux yeux.

Marylise Lebranchu a reconnu que les associations d'élus ont trop tendance à défendre leur pré carré, empêchant ainsi l'émergence de réformes ambitieuses. Or, il faut bien admettre que chaque collectivité est complémentaire des autres.

«Le courage c'est la clarté.»

C'est d'ailleurs ce qu'a expliqué François Cuillandre. Il y a deux conceptions des métropoles. Celle défendue par Gérard Collomb qui considère que seules quatre ou cinq villes, sur le seul critère démographique, méritent ce statut. Et celle défendue par lui qui conçoit la métropole non pas par rapport au nombre de ses habitants mais par rapport à ses fonctions et aux services que les habitants

peuvent y trouver. «**Nous sommes pour une métropole qui irrigue, pas qui assèche**», a résumé François Cuillandre qui a rappelé que sans l'intervention du CHRU de Brest, l'hôpital de Carhaix était appelé à disparaître.

Les socialistes doivent faire preuve de cohérence et coordonner leurs actions. Car, comme a insisté Gwenegan Bui, «**c'est tous ensemble que nous gagnerons, ou c'est tous ensemble que nous perdrons**».



Passage de flambeau

Mais pour cela, il faut que les majorités dans lesquelles siègent nos élus soient claires. Tous les élus qui forment la majorité régionale plurielle partagent-ils la même ambition de mettre en œuvre le programme sur lequel ils ont été élus? Sont-ils prêts, comme les circonstances l'exigent, à engager un bras de fer avec le gouvernement sur des questions comme l'accessibilité de la Bretagne, le logement ou les contrats aidés?

C'est la question à laquelle chacun devra rapidement apporter des réponses claires.



Quels enjeux dans le Finistère?

Plus que jamais, Européens

L'Europe joue aussi un rôle essentiel dans l'aménagement du territoire. «*Le volet cohésion territoriale est le deuxième budget de l'UE après la PAC*», a insisté Forough Salami. Pour la vice-présidente de la Région, il est essentiel que les Finistériens s'impliquent dans le fonctionnement de l'Union européenne et les élections de 2019 seront déterminantes pour son orientation. Tous les partis sociaux-démocrates sont confrontés aux mêmes difficultés, a témoigné Maik Hante, jeune membre du SPD, étudiant à Berlin de passage dans la région de Pont-l'Abbé qui a été invité à intervenir au cours de cette table ronde. Face à la montée des populismes, les sociaux-démocrates européens n'ont pas d'autre choix que celui de s'unir et d'apporter des réponses aux citoyens qui demandent, partout en Europe, un avenir stable.



Bienvenue au PS

Comment améliorer le fonctionnement du Parti Socialiste ? Comment le rendre plus convivial ? Plus efficace ? Dès le lancement des forums de la Refondation, Mélanie Thomin et Jacques Le Roux se sont engagés dans un travail d'écoute des adhérents mais aussi d'élaboration de propositions. Après plusieurs rencontres, ils ont rédigé un document de synthèse distribué aux délégués du Congrès fédéral.

Il ressort une série de propositions pour construire un parti plus accueillant et plus convivial, qui débat et qui se tourne encore plus vers les citoyens.

Il n'est jamais facile d'être un nouvel adhérent, quelle que soit l'organisation. Mais il apparaît, selon plusieurs témoignages, que l'intégration au PS n'est pas toujours facile. **« Ne faudrait-il pas, alors, mettre en place un système de parrainage de manière à accueillir, accompagner et expliquer aux nouveaux adhérents le mode de**

fonctionnement ? », a suggéré Jacques Le Roux.

S'il y a une leçon à tirer de la crise qu'a traversée la Fédération à l'automne, c'est que la confiance est quelque chose de très précieux. Hélas, trop souvent, il faut qu'elle disparaisse pour qu'on se rende compte qu'elle est un élément indispensable à une vie collective sereine.

Les adhérents attendent du Parti Socialiste des débats, menés dans la

plus grande transparence possible. **« Les nouveaux outils numériques peuvent être utilisés dans cette perspective »**, a indiqué Mélanie Thomin.

Mais, s'ils attendent des débats, les adhérents souhaitent aussi que le Parti Socialiste soit, ou redevienne, une structure d'éducation populaire et offre des formations.

Une fois intégrés et formés, les nouveaux adhérents pourront aller à la rencontre des Finistérien.nes. Là encore, les militants qui ont participé aux réunions du forum de la Refondation insistent beaucoup sur la dimension numérique du militantisme. Même si la politique se joue IRL (In Real Life), la présence sur les réseaux sociaux devient incontournable et plusieurs adhérents sont en demande de formation et d'accompagnement pour pouvoir y militer.

Restera ensuite à définir le cadre pertinent pour mener ces actions militantes : sections communales ou intercommunales ? Des rencontres par circonscriptions ? Par pays ?



Pour un parti plus accueillant et plus convivial

En savoir plus

Contre les fermetures de classes



Samedi matin, alors que se tenait le Congrès fédéral à Saint-Martin-des-Champs, à quelques kilomètres à vol d'oiseau, Jean-Luc Fichet réunissait à sa permanence, à Morlaix, des élus et des responsables d'associations de parents d'élèves pour dénoncer les fermetures de classes annoncées pour la rentrée 2018. Les communes de Morlaix, Cléder, Commana, Lanmeur, Plouigneau et Plouescat sont concernées.

Le sénateur illustre ainsi par l'exemple les propos tenus par Yohann Nédélec pour qui le PS devait à la fois se tourner vers l'avenir pour bâtir un nouveau projet mais aussi, dans l'immédiat s'opposer à

la politique libérale d'Emmanuel Macron.

« Nous voulons montrer notre force et notre détermination », a insisté Jean-Luc Fichet pour présenter ce rassemblement original. « Ce qui nous unit, c'est la défense du service public dans nos zones rurales, au premier rang desquelles l'école, qui est bien plus qu'un symbole. C'est un pivot de nos communes. »

Cette première initiative sera peut-être suivie par d'autres.

La Région avec Doux

« La prochaine mise en liquidation du groupe Doux ne peut que frapper les esprits et créer une forte inquiétude », a réagi Loïg Chesnais-Girard. « Dans cette période de craintes et de doute, je veux rappeler ma totale solidarité avec les salariés de l'entreprise, les élèves et l'ensemble de la filière ». La Région défend trois principes clairs : d'abord, le maintien d'un maximum d'emplois sur le territoire, dans l'entreprise et chez les fournisseurs et les élèves. Ensuite, la volonté que la Bretagne reste un acteur majeur de la volaille et préserve ses savoir-faire. Et enfin que le ou les projets soient crédibles.

économiquement et durable.s pour les salariés, les fournisseurs et les éleveurs.

Le soutien que pourra apporter la Région sera conditionné à ces trois principes.

Le 26 mars, la Région Bretagne a décidé, comme la loi l'y autorise, de mettre sur la table une enveloppe de 15 millions d'euros, devenant ainsi le partenaire financier d'un futur plan de reprise.

Mécénat culturel



Maryvonne Blondin, a été élue présidente de la mission d'information sur le mécénat culturel. *« Vaste sujet, à nous d'en définir les périmètres dans un contexte financier très contraint ! », a résumé la sénatrice du Finistère.*

13 avril
Conseil fédéral.

Le 22 mars, ce n'est qu'un début...

C'est un parcours très symbolique qu'a emprunté la manifestation brestoise pour la défense du service public le 22 mars : départ place de la Liberté, devant la mairie de Brest, remontée de la rue Jean Jaurès jusqu'à Coat ar Gueven où se trouve le siège de Brest Métropole, passage devant l'hôpital Morvan, la fac des lettres Ségalen, le centre des impôts de la rue Duquesne, puis la gare et la sous-préfecture.

À l'appel de l'intersyndicale, plus de 5 000 personnes ont battu le pavé brestois. Elles étaient 3 000 à Quimper, 1 000 à Morlaix et 500 à Quimperlé.

Au nom de l'intersyndicale, Jean-Roger Guiban de l'UNSA a pris la parole pour rappeler les revendications des agents de la Fonction publique.

« Le 10 octobre 2017, à l'appel de toutes les organisations syndicales, des centaines de milliers d'agent.e.s de la Fonction publique faisaient grève et manifestaient pour des augmentations salariales et le dégel du point d'indice, des créations d'emplois dans les nombreux services frappés par le sous-effectif et le non rétablissement du jour de carence », a-t-il rappelé.

« Dans les jours et les semaines qui ont suivi, les seules réponses du président de la République, du Premier ministre et du ministre en charge de la Fonction publique ont été le maintien de toutes leurs décisions porteuses de lourdes régressions et la poursuite "à la hussarde" d'une véritable entreprise de démantèlement des services publics.

Sourd aux revendications portées unitairement le plus souvent, le gouvernement a choisi de franchir un nouveau cap le 1^{er} février dernier. En préconisant un plan de départ volontaire pour accompagner les abandons de missions et les nouvelles suppressions d'emplois envisagées, le recours accru aux contractuels et à la précarité, l'extension du salaire au mérite et donc de la rémunération accessoire et discriminante, la diminution des instances de représentation du personnel, c'est à une nouvelle attaque d'une très grande violence à laquelle se livrent Édouard Philippe et Gérald Darmanin. (...)

Si des doutes pouvaient subsister chez certaines et certains, ils n'ont plus lieu d'être !

Le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement portent un projet



de casse de la Fonction publique, des valeurs progressistes qu'elle porte et, à rebours de leurs déclarations de façade, ont choisi la voie de la confrontation.

L'heure n'est donc plus à d'éventuelles hésitations mais bien à l'action. (...)

Les services publics sont notre bien commun à destination de tous les citoyens, sans distinction sociale ni géographique. Les services publics sont garants de solidarité, d'équité, d'égalité d'accès et de traitement pour tous. Ils favorisent le lien social.

La population plébiscite les services publics et ses missions. Ils sont 75 % à vouloir plus de proximité et plus de fonctionnaires notamment dans les zones rurales défavorisées.

Le XXI^e siècle a besoin de plus de fonctionnaires dans les EHPAD, dans les Collectivités territoriales, dans les écoles, dans les prisons... Ils sont nécessaires pour servir d'appui à des projets de développement des services publics, nécessaires pour maintenir établissements hospitaliers, services et administrations.

Comme les particuliers, l'industrie a besoin des services publics tout comme les services publics ont besoin de l'industrie et des usagers. Les services publics contribuent donc au développement économique et social et favorisent la satisfaction des besoins industriels et sociaux.

N'opposons pas public et privé comme le fait honteusement le gouvernement. Vieille pratique politique que de dresser les salariés, les citoyens les uns contre les autres. Les fonctionnaires sont des salariés exerçant des métiers, dotés de qualifications, de savoir-faire et de compétences. S'ils ont un statut, c'est parce qu'ils œuvrent aux services de l'intérêt général et non d'un actionnaire.

Soyons fiers de nos fonctionnaires, défendons leur statut et défendons toutes et tous nos services publics.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1222 - Vendredi 30 mars 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

